

“Ni dieu, ni maître” (Auguste Blanqui, communiste révolutionnaire, 1803-1881)

# Matérialisme militant

**Bulletin de formation. N°4 - Octobre 2011**

**édité par NPA 64**

**Coordination de militant-e-s et de comités des Pyrénées - Atlantiques**

## **SUR LA QUESTION BASQUE**

### **Comment se pose la question nationale**

La question nationale n'a commencé à se poser en tant que telle qu'au cours des 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècles, au moment de la formation du capitalisme et de son triomphe sur le féodalisme. Elle n'a rien à voir ni de près ni de loin avec un quelconque romantisme ou une nostalgie passéiste selon lesquels de tous temps les Basques auraient manifesté une solidarité commune face aux “envahisseurs”. Par exemple le Royaume de Navarre (1134-1512) - considéré par les nationalistes basques (abertzale) comme le premier et seul état basque de l'Histoire - fut plusieurs fois en guerre au cours de son existence contre le Royaume de Castille, ce dernier pouvant compter dans ces conflits sur l'appui sans réticence des Basques du Guipuzcoa et de Biscaye qui lui avaient juré allégeance.

A cette époque le sentiment national n'existait pas et combattre contre des gens appartenant au même peuple était monnaie courante. Ainsi, pendant la Guerre de Cent Ans (1337-1453) Jeanne d'Arc comptait dans son armée nombre de contingents écossais qui s'affrontaient sans hésitation avec les soldats également venus d'Écosse et enrôlés dans l'armée anglaise. De même une bonne partie de la noblesse anglaise était d'ascendance, de langue et de culture françaises, ce qui ne l'empêchait nullement de s'étriper joyeusement avec la noblesse française dont elle était en règle générale cousine du fait des liens de vassalité. (racines de la guerre de 100 ans par exemple) Nul ne songeait alors à parler de "trahison" de la nation... pour la bonne raison que l'idée même de "nation" et le sentiment national qui en découlait ne devaient apparaître que plusieurs siècles plus tard au moment du processus des révolutions bourgeoises. Jusque là il s'agissait de relations féodales de vassalité qui n'ont rien à voir avec l'idée même de “nation”. Attention donc aux anachronismes.

### **Pourquoi la question basque ?**

D'abord quelques mots sur la persistance de la question nationale en Espagne (pays qui regroupe plus de 90 % des 3 millions de Basques, le reste vivant en France). Cette question, qui se pose essentiellement mais non exclusivement au Pays Basque et en Catalogne, s'explique par le fait que le capitalisme n'est parvenu que très tardivement à triompher d'un système monarchique resté par bien des côtés féodal, basé sur une forme à peine libéralisée de servage, sur d'immenses propriétés terriennes, sur une armée au sein de laquelle la caste des officiers était entièrement aux mains de la vieille noblesse et sur une église catholique qui était aussi le plus gros propriétaire

foncier du pays.

Alors qu'en France et l'Angleterre la bourgeoisie, dès le XVII<sup>e</sup> siècle, était la puissance montante, l'Espagne faisait exception à la règle. En effet la main mise du souverain espagnol sur les immenses richesses de ce qu'on devait appeler plus tard l'Amérique Latine, se traduisit par l'arrivée massive d'énormes quantités d'or et d'argent utilisées non pour développer les forces productives, construire des routes ou moderniser le pays, mais simplement pour permettre au roi et à la haute noblesse de vivre dans un luxe inouï. C'est pourquoi, jusqu'à la Seconde guerre mondiale, l'Espagne resta un pays largement sous-développé apparenté par bien des côtés à certaines régions du Tiers Monde.

Cet aspect des choses ne laissa que peu de place à une bourgeoisie moderne, majeure avec un marché intérieur bien à elle. Du coup, elle ne put se développer qu'en périphérie de l'État espagnol, c'est à dire justement au Pays Basque et en Catalogne, deux régions qui avaient de fort liens avec l'Europe capitaliste. A l'origine les nationalismes basque et catalan furent une forme d'expression politique et sociale de la bourgeoisie de ces régions contre une monarchie qui au mieux les ignorait, au pire les pressurait pour assurer la persistance d'un État au service de la bourgeoisie castillane trop faible pour se hisser au rang de bourgeoisie dominante au niveau de toute la péninsule ( On appelle ce type de bourgeoisie "bourgeoisie compradore" c'est-à-dire secondaire, dépendante des capitalistes européens) et au service de la classe essentiellement parasitaire et non-productive qu'était devenue la noblesse;

### **Les Basques, peuple opprimé ?**

Il n'y a pas "des" peuples basques mais un seul peuple des deux côtés de la frontière. Il vit sur un petit territoire de moins de 21 000 kms carrés, dont 18 000 se trouvent au nord de l'Espagne et 3 000 dans le sud-ouest de la France.

Mais le passé et le contexte historique (il est non seulement divisé entre deux États, la France et l'Espagne, mais encore en trois entités administratives distinctes, la Communauté forale de Navarre et la Communauté autonome d'Euskadi au Sud et une partie du département des Pyrénées-Atlantiques au Nord) font que la question nationale ne se pose pas exactement dans les mêmes termes non seulement de part et d'autre des Pyrénées mais aussi en Espagne même où existent de fortes différences politiques et culturelles entre les deux parties du Pays basque historique, c'est à dire la Navarre (capitale Pampelune/Irunea) et l'Euskadi (capitale Vitoria/Gasteiz).

Lorsque l'on parle d'oppression du peuple basque les réactions sont souvent ironiques, voire entachées de scepticisme. "*Les Basques*", nous dit-on alors, "*ne sont pas les laissés-pour-compte de la société espagnole (ou française)*". *Donc leur oppression n'existe pas*".

Ce raisonnement a l'apparence de la logique mais il est fondamentalement faux. Le peuple basque est un peuple opprimé mais son oppression n'est pas de nature coloniale (comme le furent jadis celle que subit, par exemple, le peuple marocain de la part à la fois de la France et de l'Espagne). Il s'agit d'une oppression essentiellement politique sociale (refus de reconnaître son droit à l'autodétermination en tant que peuple et donc de ses éventuels choix économiques) et culturelle (place réduite de la langue, de la culture et de l'enseignement du basque et d'autres matières en basque, notamment en France), aggravée au Sud (où encore une fois se trouve l'immense majorité de la population basque) par des décennies de Franquisme, d'exécutions, d'emprisonnements et de répression qui, jusqu'à aujourd'hui, se poursuivent sous une forme ou une autre et laissent des traces.

Aucun des gouvernements, de droite ou de gauche, qui se sont succédé depuis la mort de Franco, n'a pris en compte le droit à l'autodétermination, tous ont prétendu régler la question basque par

la répression.

### **Nature du mouvement nationaliste basque**

Le nationalisme basque (abertzalismo) est né en tant que mouvement politique organisé à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais il n'a pas été seulement une forme de protestation de la bourgeoisie basque face à un état espagnol sclérosé. Il a été aussi une réaction de la petite bourgeoisie des villes et des campagnes face à "l'invasion" que constituait pour elle l'arrivée massive en Biscaye et en Guipuzcoa de centaines de milliers de travailleurs non-bascophones venus du reste de l'Espagne pour travailler dans les mines, les usines de la sidérurgie, les ports, les chantiers naval etc. Les chrétiens-démocrates du Parti nationaliste basque (PNV) ont pendant longtemps conservé les traits les plus réactionnaires (cléricalisme, racisme anti-espagnol, racisme tout court de son fondateur Sabino Arana) du nationalisme basque. Mais une évolution notable a été constatée au cours des dernières décennies sur ce plan. Dans son ensemble le mouvement nationaliste basque est devenu beaucoup plus laïque et son aile radicale, apparue dans les années 1960 avec l'ETA, a même flirté avec le marxisme.

En France beaucoup d'hommes politiques et de membres du clergé basque étaient, jusqu'à dans les années 1950, pro-franquistes et influencés par les Carlistes navarrais (1). Certains ont évolué ensuite vers les chrétiens-démocrates. Mais là aussi les choses ont changé sous l'influence de ce qui se passait en Espagne (naissance de l'ETA, fin du Franquisme, obtention d'un statut d'autonomie partielle dit "de Guernica"...).

Aujourd'hui les nationalistes, toutes tendances confondues, représentent près de 60 % des électeurs au Pays basque d'Espagne, et leurs syndicats (ELA et LAB) sont majoritaires aux élections professionnelles.

### **Nationalismes basque, français et espagnol**

Nous combattons politiquement l'idéologie nationaliste qui prétend qu'exploiteurs et exploités ont les mêmes intérêts dans un cadre commun, la nation. En cela nous nous opposons à l'ensemble des organisations nationalistes basques, y compris la plus radicale, Batasuna, qui, bien que se réclamant du socialisme, privilégie la "construction nationale" et les alliances et choix politiques qu'elle implique, et ne se place pas sur le terrain de la défense des intérêts historiques de la classe ouvrière, qu'elle soit basque ou non basque.

Mais nous ne mettons pas sur le même plan le nationalisme des oppresseurs et le nationalisme des opprimés. Le premier (français et/ou espagnol) est à 100 % réactionnaire. C'est celui de nations impérialistes au lourd passé colonialiste, coupables, sous couvert justement de ce nationalisme, d'avoir spolié, exploité, massacré, réduit en esclavage des populations entières en Afrique, en Asie et en Amérique Latine. Quant au second, le nationalisme basque, il n'a jamais eu comme visée d'opprimer quiconque. Et si nous nous démarquons de lui sans ambiguïté, si nous critiquons la politique opportuniste de ses différentes tendances des deux côtés des Pyrénées, nous n'en reconnaissons pas moins qu'il est aussi porteur de revendications démocratiques que nous soutenons. C'est notre façon d'être aux côtés de la nation opprimée dans sa résistance à celles qui l'oppriment.

### **Quelques exemples de ces revendications**

Il y a d'abord des revendications politiques. La première est le droit à l'autodétermination, c'est à dire le droit démocratique élémentaire pour tout peuple de pouvoir choisir son destin, incluant celui de se séparer un jour, si tel est son souhait, des États espagnol et français. C'est à la population du Pays Basque dans son ensemble - basque et non-basque - qui doit décider de la

solution qu'elle préfère : maintien du statu quo actuel, autonomie élargie, indépendance, département, entité administrative spécifique, association avec l'Espagne et la France dans un cadre fédératif... Dans cette lutte pour le respect du droit à l'autodétermination, nous mettons toujours en avant les intérêts communs de tous les travailleurs quelles que soient leur langue ou leur origine.

Nous demandons également la fin de toutes formes de répression, l'abrogation du Mandat d'arrêt européen, l'arrêt des poursuites envers les militant-e-s basques, l'amnistie pour les prisonniers politiques dans le cadre de la résolution du conflit, et nous nous opposons résolument à l'ostracisme de la gauche politique et syndicale française à l'égard des organisations nationalistes.

Sur le plan culturel nous appuyons la reconnaissance de la langue basque et sa co-officialisation avec le français en Pays Basque de France, l'intégration des ikastolas (écoles en langue basque) à l'Éducation nationale dans le respect de leur pédagogie, le développement des filières bilingues dans l'enseignement public, l'attribution à l'université de Bayonne d'un statut d'université de plein exercice et sa transformation en un véritable service public et gratuit de l'enseignement supérieur.

Sur le plan économique nous soutenons la Chambre d'Agriculture du Pays Basque (CAPB) qui, en butte à l'hostilité des Pouvoirs publics et de la FDSEA, défend une « agriculture paysanne et durable », à l'opposé de la logique des trusts agricoles et agro-alimentaires. Mais nous disons aussi que dans le cadre de l'économie de marché et sans nationalisation de ces trusts sous contrôle de leurs salariés, des agriculteurs et des consommateurs, il est illusoire de croire que l'existence de la CAPB puisse suffire à résoudre les problèmes du monde paysan local. Et ce ne sont là que quelques exemples, de notre positionnement.

### **Le travail unitaire avec les abertzale**

Il existe de réelles possibilités de militer en commun sur certains points avec les abertzale. Rappelons que, lors du mouvement retraites 2010, LAB et le collectif Oldartu – qui regroupe un certain nombre d'organisations abertzale ou non dont le NPA - avançaient les mêmes mots d'ordre que le NPA : “le retrait” du projet et la nécessité de préparer “la grève générale”. A l'occasion des manifestations de rentrée du 27 septembre et du 11 octobre 2011, Oldartu a distribué un tract intitulé “Pas un euro pour payer leur dette, pas un euro pour payer leur crise”. Il existe également le Collectif Pays Basque contre le MAE dans lequel le NPA a toute sa place, ce qui a permis que soit invitée à notre université d'été la porte parole d'Askatasuna (organisation de soutien aux prisonniers politiques basques)

Il s'agit de maintenir ces cadres unitaires, particulièrement dans cette nouvelle période de résolution du conflit qui s'ouvre au Pays Basque. Nous devons plus que jamais, malgré nos forces limitées, avancer une orientation lutte classes avec pour objectif d'y gagner les courants les plus radicaux du mouvement abertzale.

### **Conclusion**

Notre position pour le droit du peuple basque à l'autodétermination s'appuie sur le fait que nombre de questions nationales, comme la question basque, n'ont pas été réglées au cours de la montée du capitalisme. A ce titre, elle est une expression de notre combat contre l'impérialisme pourrissant et doit faire partie des revendications que la classe ouvrière doit reprendre dans son combat émancipateur.

Cette lutte se place bien sûr dans le cadre de la bataille pour un Vieux Continent débarrassé de toute trace d'oppression et d'exploitation, pour des États-Unis socialistes d'Europe au sein desquels tous les peuples - dont le peuple basque - pourront développer librement leur culture et

leurs traditions en forgeant une civilisation nouvelle.

(1) *Les Carlistes sont des monarchistes dissidents, catholiques traditionalistes dont les milices armées en Navarre, les requetes, comptaient parmi les troupes d'élite de Franco.*

## Quelques textes

### Sur les républicains autonomistes

C'est l'un des drames des républicains et des libéraux espagnols que l'inachèvement de la nation espagnole, la persistance des tendances autonomistes aient empêché, malgré l'existence d'une bourgeoisie basque et d'une bourgeoisie catalane, la constitution d'une véritable bourgeoisie espagnole. Les banquiers du Pays basque et les plus gros entrepreneurs catalans ont partie liée avec l'oligarchie. Tous les éléments petits-bourgeois qui, dans les pays d'Occident, constituent les bases des partis les plus solidement attachés au régime parlementaire se sont tournés vers des mouvements autonomistes.

Ce sont des juristes comme Manuel de Irujo et Leizaola, des industriels comme José Antonio Aguirre y Lecube, qui dirigent en 1936 le "parti nationaliste d'Euskadi" (PNV), fondé en 1906 sur une base raciale, politique et religieuse qu'exprime parfaitement la devise: "*Todo para Euskadi y Euskadi para Dios*" (*Tout pour le Pays basque, le Pays basque pour Dieu*). Les curés des campagnes encadrent solidement les paysans basques résolument conservateurs. Les capitalistes soutiennent volontiers de leurs subsides un parti anti-socialiste qui a su organiser, contre l'UGT et les syndicats acquis à l'idéologie de la lutte de classes, des syndicats catholique "jaunes", les "*Solidarités d'ouvriers basques*" (ELA), et qui leur apparaît un solide rempart défendant à la fois l'Église et les classes possédantes. Le développement industriel de la Biscaye, toujours soumis pourtant à l'incompétence et à la corruption de l'État oligarchique, a augmenté encore dans les premières années du siècle l'attrait de l'idéal nationaliste déjà solidement enraciné dans les traditions séculaires d'un peuple incontestablement original et fier de l'être.

Sous la République, les nationalistes basques ont, tout naturellement, fait alliance avec la droite et les partis conservateurs et réactionnaires. Mais, en novembre 1933, la majorité de droite ayant repoussé le statut d'autonomie prévu pour le Pays basque, le parti se trouve rejeté dans l'opposition et dans une alliance de fait avec les républicains de gauche et les socialistes.

C'est un phénomène semblable qui s'est produit en Catalogne. Ici aussi, l'autonomisme catalan s'est nourri de la révolution industrielle et du conflit avec l'oligarchie agrarienne rétrograde.

(*Pierre Broué et Emile Témime, "La Révolution et la Guerre d'Espagne", Éditions de Minuit, 1968*).

### Sur la bourgeoisie basque

Depuis longtemps les Basques s'étaient fait une réputation de constructeurs de navires, grâce aux chênes de Biscaye qu'ils utilisaient à cet effet. D'autre part, Bilbao était devenue une grande cité industrielle qui exploitait des gisements étendus de minerai de fer et en expédiait facilement les produits par mer. Au début du XX<sup>e</sup> siècle, 45 % de la flotte marchande espagnole était fournie par les provinces basques, de même que la quasi-totalité de la production de fer. On vit alors se créer à Bilbao une vie sociale dans le style des pays britanniques avec lesquels les Basques entretenaient d'étroites relations commerciales. La richesse de la bourgeoisie se concrétisa dans les grandes banques qui implantaient leurs succursales dans toute l'Espagne, et dans les imposants immeubles - cercles et hôtels particuliers - des banquiers...

Les séparatistes basques étaient plus exclusivement nationalistes que les catalans.

L'anticléricalisme de la République ne fit que donner plus d'élan à leur mouvement. Contrairement à ce qu'il en était à Barcelone, les débouchés principaux de leur production et leurs meilleures sources de matières premières se trouvaient à l'étranger, et ils n'étaient pas loin de penser qu'ils pouvaient se suffire grâce à leur bois et à leur fer. Il est donc aisé de comprendre qu'ils fussent las de l'Espagne...

(Hugh Thomas, *Histoire de la Guerre d'Espagne, Tome 1, Livre de Poche, 1967*).

### **Léon Trotsky sur les nationalismes catalan et basque**

\* Les tendances séparatistes proposent à la révolution la tâche démocratique de la *libre détermination nationale*. Ces tendances se sont accentuées et extériorisées pendant la période de la dictature. mais, tandis que le "séparatisme" de la bourgeoisie catalane n'est pour elle, dans son jeu avec le gouvernement de Madrid, qu'un instrument contre le peuple catalan et espagnol, le séparatisme des ouvriers et des paysans est l'enveloppe de leur indignation sociale. Il faut faire une distinction rigoureuse entre ces deux genres de séparatisme. Or, pour séparer de leur bourgeoisie les ouvriers et les paysans opprimés nationalement, l'avant-garde prolétarienne doit prendre, dans la question de la libre détermination nationale, la position la plus hardie et la plus sincère. Les ouvriers défendront jusqu'au bout le droit des Catalans et des Basques d'organiser leur vie nationale indépendante dans le cas où la majorité des ces peuples se prononcerait pour une séparation complète. Cela ne veut pas dire, cependant, que les ouvriers avancés pousseront les Catalans et les Basques vers l'indépendance. Au contraire, l'unité économique du pays avec *une large autonomie des régions nationales* présenterait pour les ouvriers et les paysans de grands avantages au point de vue économique et culturel.

(*La Révolution espagnole et les tâches communistes, 24 janvier 1931*)

\* Le mot d'ordre du *droit des nationalités à disposer d'elles-mêmes* est maintenant devenu, en Espagne, d'une importance exceptionnelle. Cependant, ce mot d'ordre est aussi du domaine de la pensée démocratique. Il ne s'agit pas pour nous, bien entendu, d'engager les Catalans et les Basques à se séparer de l'Espagne ; mais notre devoir est de militer pour que le droit de séparation leur soit reconnu, s'ils désirent en faire usage. Comment savoir s'ils ont ce désir ? C'est très simple. Il faut organiser un plébiscite des provinces intéressées, sur la base du suffrage universel, direct et secret. Il n'existe pas actuellement d'autres procédés.

(*La Révolution espagnole et les dangers qui la menacent, 28 mai 1931*)

## **Quatre livres**

(certains des ouvrages indiqués ci-dessous sont épuisés en librairie et peuvent se trouver soit en bibliothèque, soit sur certains sites Internet, notamment sur "[priceminister.com](http://priceminister.com)", "[amazon.fr](http://amazon.fr)" ou "[livre.fnac.com](http://livre.fnac.com)")

**Du droit des nations à disposer d'elles-mêmes**, de Vladimir I. Lénine - Ce texte, écrit entre

février et mai 1914 et réédité à de nombreuses reprises sous forme de brochures par les Éditions Sociales (Paris) et les Éditions du Progrès (Moscou) ainsi que par les Éditions en langues étrangères (Pékin), se trouve dans le tome 20 des Œuvres complètes de Lénine en français.

Il s'agit d'un texte essentiel pour comprendre pourquoi les révolutionnaires internationalistes que nous sommes défendons le droit inaliénable pour chaque peuple de décider de son propre destin, y compris de se détacher d'un état au sein duquel il s'estime opprimé.

**Les Basques**, de Philippe Veyrin, éditions Arthaud. Un des livres les plus sérieux sur l'histoire des Basques mais aussi leur langue, leurs traditions, leur religion etc. Cependant il date un peu car la dernière édition est sortie en 1975.

**La Navarre au Moyen Âge**, de Béatrice Leroy, éditions Albin Michel. Historienne et médiéviste réputée, Béatrice Leroy montre que la Navarre s'est donnée au cours de son histoire des rois qui n'avaient rien de basques puisqu'issus d'abord de la Maison de Champagne (1234-1274), puis de la dynastie capétienne (1274-1328), enfin des comtes de Foix-Béarn et de la maison d'Albret, et dont la langue officielle fut longtemps le français puis... le béarnais.

**ETA, une histoire**, d'Antonio Elorza, José Maria Garmendia, Gurutz Jauregui, Florencio Dominguez, Patxo Unzueta, éditions Denoël Impacts.

Histoire de l'organisation clandestine rédigée par des universitaires, des journalistes et deux anciens membres de l'ETA. Beaucoup de choses intéressantes mais le parti pris anti-ETA des auteurs est parfois gênant.